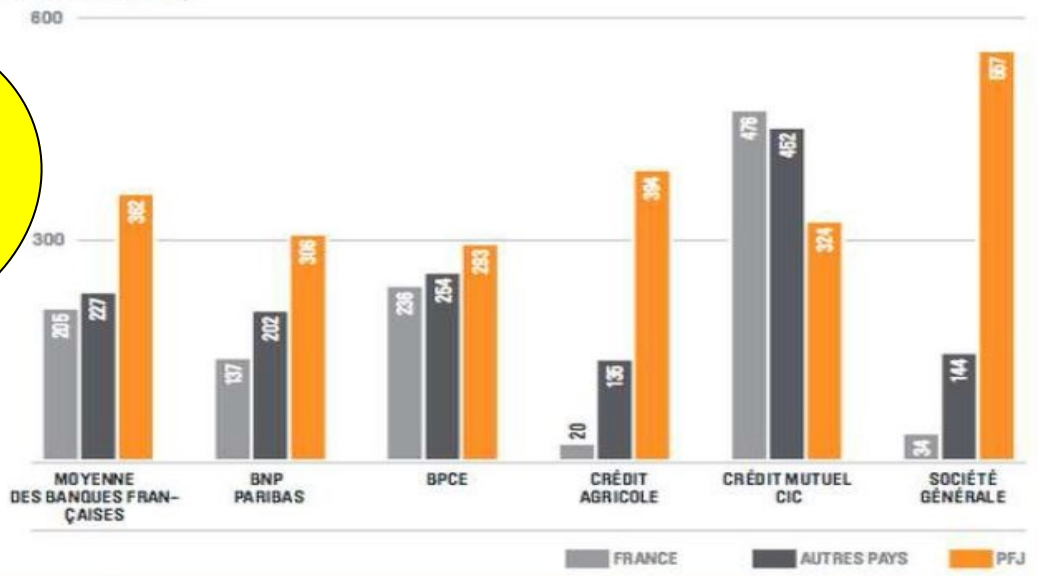


Panama papers: Et le crédit Agricole?

Fraude fiscale

Au dos, la déclaration de la fédération CGT de la banque et assurance

BÉNÉFICES DÉCLARÉS PAR LES CINQ PLUS GRANDES BANQUES FRANÇAISES EN FRANCE, DANS LES PARADIS FISCAUX ET DANS LES AUTRES PAYS POUR UN CHIFFRE D'AFFAIRES IDENTIQUE (2014) (BASE 1 000 EUROS)



© Rapport CCFD Oxfam Caritas

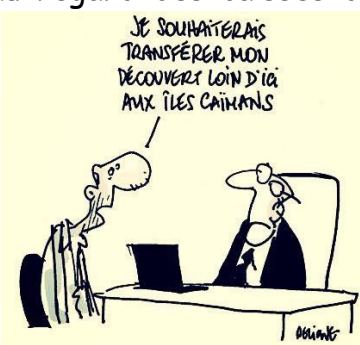
Alors que la Loi Travail « El Khomri » voudrait ponctionner les travailleurs en permettant la réduction des salaires par l'allongement du temps de travail, la baisse du taux des heures supplémentaires, les salariés «découvrent», sans être totalement surpris, les magouilles fiscales mises au jour d'au moins 25.000 milliards d'Euros qui échappent au regard des caisses de l'Etat. Le système de protection sociale est au plus mal, toujours plus d'effort (cotisations) et renoncement (remboursements—retraites) sont demandés aux salariés, toujours plus de cadeaux sont offerts aux grandes entreprises (CICE transformé en nouvelles exonérations de cotisations sociales, limitation du montant des infractions à la loi reconnues par les prud'hommes...).

Le Crédit Agricole profite d'aménagements fiscaux et d'exonérations de cotisations qui contribuent à la destruction des régimes de santé, de retraite, et des services publics. Tout cela pour alimenter les actionnaires et les paradis fiscaux sur le dos des salariés.

Les salariés mobilisés doivent obtenir le retrait de la loi Travail.

Des solutions, il y en a!

La CGT propose l'appropriation sociale des banques et secteurs financiers, sous contrôle public des usagers, sociétaires et salariés pour donner une utilité publique, économique et sociale à l'ensemble des activités en excluant de fait celles de la spéculation et de l'évasion !



LES SALARIE-E-S SONT PRESSURÉS PAR LA LOI EL-KHOMRI ET L'ARGENT COULE À FLOT VERS LES PARADIS FISCAUX

Avril 2016

L'évasion fiscale, c'est, pour l'estimation la plus basse, 25 000 milliards d'euros (le figaro). Soit 12 fois le Produit Intérieur Brut de la France.

Et avec la loi travail, ce sont les salarié-e-s qu'on veut encore ponctionner.

11,5 millions de documents provenant de l'entreprise panaméenne Mossack Fonseca, spécialisée dans le montage de sociétés offshore pour extraire l'argent à l'imposition ou le blanchir, ont été analysés par des journalistes du monde entier. Tous les pays sont concernés par la fraude, **214 000 entreprises, plus de 500 banques**, des dizaines de personnalités politiques... Se côtoient dans les « voleurs », des chefs d'État, des mafieux, des chefs d'entreprises, le Hezbollah, des sportifs, des banquiers, des hommes politiques de droite, du Front national et du parti socialiste... Le Panama, après la Suisse, serait devenue leur nouvelle destination préférée.

Et ces informations ne sont issues que d'un seul des nombreux cabinets qui aident les grandes fortunes à cacher leur argent.



L'ANTAGONISME DE CLASSE EST ICI CLAIR !

Alors que ce scandale n'épargne, en France, ni la droite ni le PS, ni le FN, les gouvernements successifs nous disent qu'il faut faire des sacrifices et mènent leurs politiques de rigueur, priviliégiant les intérêts particuliers des actionnaires, des capitalistes à ceux des travailleurs. Du traité européen trahi par Sarkozy et nos parlementaires, à celui de stabilité signé par Hollande pour justifier l'austérité imposée au prolétariat !

Les dirigeants des banques sont les premiers responsables, coupables en toute impunité. Nos établissements se retrouvent ainsi dans une oligarchie financière, un cartel agissant sur les marchés faisant la pluie et le beau temps.

Les banques qualifiées d'universelles, pour lesquelles, nous constatons effectivement ce caractère universel à travers leurs multiples activités, leurs multiples participations, de l'immobilier, à l'agro-alimentaire en passant par l'énergie et les maisons de retraite, dans la santé, Sûrement demain dans les offices notariaux, et ceux des huissiers...

Pendant que les salariés des banques en souffrance sont sacrifiés dans leurs emplois, salaires, conditions de travail et de vie, ils feront encore une fois les frais de ces détournements à répétition, subprimes, manipulation de taux, non-respect de l'embargo, au même titre que les usagers les plus fragiles, que toute la classe ouvrière dans son ensemble. Nos collègues subiront de plein fouet dès demain des incivilités supplémentaires dont les dirigeants portent l'entière responsabilité.

Qui sont les fraudeurs aidés par les banques : des millionnaires, des milliardaires, dont la fortune a des origines diverses, du blanchiment pour certains et très souvent de l'exploitation des travailleurs et de leur force de travail à la seule fin de plus-values dans l'entreprise. Ceux-là mêmes qui ne cessent de parler de compétitivité, de coût du travail à coup de messages médiatiques. La classe ouvrière est soumise à la double peine à la fois dans le travail, salaire, emploi, sécurité sociale... et en tant que citoyen par l'impôt pour la réduction de la dette et la régression des services publics en tant qu'usager !

La loi El-Khomri enjoint les salariés d'accepter de réduire leurs salaires, le taux de leurs heures supplémentaires, leurs justes indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif... Tout cela pour alimenter les actionnaires et les paradis fiscaux. Les travailleurs mobilisés doivent obtenir le retrait de la loi El-Khomri.

À la fédération CGT Banque Assurance, nous sommes attachés à nos entreprises, à nos collègues, à nos usagers et sociétaires mais nous dénonçons depuis des années, la gestion et les affaires auxquelles sont mêlés nos dirigeants et les conseils d'administration.

La FSPBA CGT a coutume de dire « nous ne sommes pas opposés aux résultats, mais nous sommes attachés à savoir comment ils sont obtenus et comment sont-ils utilisés ?

Pour la FSPBA

La seule séparation des activités indispensable, banque de dépôts et marchés ne suffiraient pas à protéger les citoyens, la classe ouvrière (constituée des usagers, déposants, sociétaires, salariés) d'une nouvelle crise financière initiée par le capital.

Nous avons très majoritairement convenu de l'urgente nécessité d'une appropriation sociale des banques et secteurs financiers, sous contrôle public des usagers, sociétaires et salariés pour donner une utilité publique, économique et sociale à l'ensemble des activités en excluant de fait celle de la spéculation et l'évasion !